

**Facilité ACP-UE
pour l'Eau – Fiche
Technique 03 -
Entités
décentralisées et
parastatales**

Cette fiche technique fait partie d'une série destinée aux demandeurs participant au deuxième Appel à Propositions 2006 de la Facilité ACP-UE pour l'Eau. La Facilité ACP-UE pour l'Eau exige que les demandeurs fournissent ou garantissent un niveau de cofinancement minimum. La série de fiches techniques vise à guider les différentes catégories de demandeurs sur les sources de cofinancement disponibles.

La Fiche Technique 03 s'adresse aux entités décentralisées et parastatales que sont les agences publiques nationales, régionales et locales des pays ACP, dotées d'une personnalité juridique propre et engagées dans des activités d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou de gestion intégrée des ressources en eau.

Il est recommandé aux demandeurs de consulter les Lignes Directrices et les Annexes du Deuxième Appel à Propositions de la Facilité ACP-UE pour l'Eau qui sont les seuls à revêtir un caractère obligatoire lors de la préparation des demandes..



prétendre.

Dans de nombreux pays, la décentralisation a impliqué que la responsabilité des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) à été transférée aux autorités locales, régionales ou décentralisées. Dans les zones urbaines, la gestion des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement est souvent du ressort d'un service municipal ou d'une autorité/agence de l'eau distincte. De plus, les entités parastatales et fonds fiduciaires peuvent également jouer différents rôles dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Pour une GIRE efficace, le cadre institutionnel doit souvent s'appuyer sur des organisations autonomes encourageant une gestion et une planification globale au niveau du bassin.

Déléguer la responsabilité de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement aux entités décentralisées permet de considérables économies d'échelle grâce à la réunion/coordination des activités au sein des services municipaux et à la formation de partenariats ou d'accords contractuels facilitant la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ainsi, alors que la municipalité conserve la primauté sur la gestion des infrastructures, elle peut collaborer avec des petits opérateurs, des membres de la société civile ou des entreprises du secteur privé pour la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ce qui permet d'accroître l'efficacité des services et de réunir d'avantage de ressources au profit de ce secteur. De tels accords pourraient être favorables aux plus pauvres. En effet, les partenariats avec des membres de la société civile ou de petits opérateurs peuvent aider les municipalités à améliorer la qualité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les communautés ne pouvant avoir accès au réseau hydraulique.

Qui peut prétendre aux subventions de l'ACP-UE FE ?

L'ACP-UE FE accepte les demandes des entités décentralisées (municipalités) et parastatales que sont les agences publiques locales, régionales et nationales en provenance des pays ACP, dotées d'une personnalité juridique propre et

(i) L'Afrique, les Caraïbes et Pacifique (ACP)

engagées dans la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ou dans la gestion intégrée des ressources en eau.

Outre les agences décentralisées et parastatales, les acteurs privés, les membres de la société civile ou les ONG(UE/ACP), les agences publiques(UE) impliquées dans la promotion des activités décentralisées en rapport avec le secteur de l'eau peuvent déposer une demande. Le type de partenariat qui peut être envisagé peut impliquer par exemple, des acteurs non-étatiques désirant s'associer avec une entité décentralisée pour a) améliorer la qualité ou l'efficacité des services hydrauliques dans le cadre de la gestion des ressources en eau, ou b) contribuer à un meilleur accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement (y compris d'hygiène) dans les zones mal desservies. Sous un angle différent, il peut s'agir de partenaires tels que les fondations, les agences donatrices ou les banques commerciales elles-mêmes, désireuses de renforcer la viabilité financière des entités décentralisées pour permettre l'emprunt municipal. En fait, le secteur privé des pays ACP et de l'UE, les ONG de l'UE et les organismes publics de l'UE doivent prendre comme partenaire une "agence publique issue des pays ACP et dotée d'une personnalité juridique propre", ou une ONG ou des membres de la société civile issus des pays ACP.

Actions - La *Section 2.1.2* des Lignes Directrices de l'Appel à Propositions 2006 détaille les types d'activités relatives aux trois composantes qui seront prises en compte lors de l'octroi des subventions. Cependant, lorsqu'elles sont pertinentes, d'autres activités peuvent être prises en compte.

Sources et types de cofinancement disponibles

Exigences de l'ACP-UE FE en matière de cofinancement – Le cofinancement de l'ACP-UE FE se présente sous la forme d'une subvention en complément des fonds réunis par le demandeur. Les fonds du demandeur doivent provenir de ses ressources propres, de celles de ses partenaires, de ses codonateurs, ou d'autres sources que le budget du FED ou les fonds de la Communauté Européenne (CE). Ces fonds devront être libérés et utilisés conjointement avec la subvention de l'ACP-UE FE.

Sources et options de cofinancement disponibles – Les financements au niveau des autorités décentralisées proviennent généralement du recouvrement de recettes internes locales (via les redevances, impôts locaux et activités commerciales, y compris les rendements sur capitaux investis et les revenus de location), et des recettes externes (via les subventions et transferts budgétaires du gouvernement central, les fonds des agences donatrices et des IFI et les emprunts auprès des institutions financières. Des services en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement de qualité et accessibles au plus grand nombre ainsi que la planification et l'investissement dans les infrastructures exigent une autonomie financière des municipalités et des entités parastatales ainsi que des capitaux suffisants et réguliers.

Dans le cadre de l'Appel à Propositions 2006, le demandeur peut avoir accès aux sources de cofinancement suivantes:

→ **Transferts fiscaux intergouvernementaux aux municipalités et autorités locales** – Le demandeur peut utiliser une partie des transferts fiscaux intergouvernementaux (subventions) du budget central vers celui des municipalités/entités parastatales pour financer les propositions entrant dans le cadre de l'ACP-UE FE. Les transferts fiscaux intergouvernementaux sont l'affectation des recettes et dépenses du budget central dans les différents secteurs/autorités locales et ils constituent l'un des principaux mécanismes de financement dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Ces transferts peuvent se présenter sous forme de subventions conditionnelles, de transferts discrétionnaires, de fonds pour les autorités locales, etc., et les fonds peuvent provenir de recettes de l'Etat ou d'aides au développement accordées par des bailleurs de fonds. Pour qu'ils puissent être utilisés comme moyen de cofinancement, ces fonds doivent être garantis et spécifiquement alloués pour couvrir les besoins déterminés dans la proposition. De plus, si, pour une proposition donnée, le cofinancement par le budget du pays bénéficiaire est proposé, les arrangements spécifiques pour l'obtention de ces

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 03

fonds devront être indiqués et confirmés par le Ministère des Finances. Toute contribution gouvernementale devra se faire sous forme de fonds propres et non d'exonérations ou de remboursements.

- **“Fonds de réserve” du Gouvernement local** – Dans certains pays ACP (comme au Kenya et en Zambie), le gouvernement a mis en place un fonds de réserve auquel les autorités locales peuvent avoir accès, par l'intermédiaire de subventions, pour permettre une meilleure fourniture de services au niveau local. Ce fonds peut être capitalisé par les recettes fiscales de l'Etat et complété par la participation de bailleurs de fonds. Certains de ces fonds ont été spécialement créés pour les activités du secteur hydraulique.
- **Redevances et charges** – Les charges sont une autre source importante de financement pour le demandeur. Dans de nombreux pays, la décentralisation a donné aux municipalités et aux autres autorités en charge de l'eau toute latitude pour déterminer leurs propres tarifs (pour mieux couvrir les coûts) et affecter les recettes afférentes à l'amélioration et au développement des installations hydrauliques. Ainsi, la capacité de gestion des recettes a été optimisée et les autorités sont devenues plus indépendantes financièrement grâce à la création de courants de capitaux au niveau interne. Lorsque les autorités en charge de l'eau ou les entités parastatales se sont orientées commercialement, le demandeur a pu employer ces courants de recettes provenant des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour cofinancer les propositions ACP-UE FE. De tels courants de recettes peuvent également être utilisés comme couverture des crédits consentis par les institutions financières (domestiques et internationales). Ces fonds devront être spécifiquement alloués à des projets hydrauliques comme stipulé dans la proposition et la demande devra présenter la manière selon laquelle les recettes escomptées ont été calculées. De ce fait, il est vivement recommandé au demandeur d'élaborer une stratégie financière fiable et solide présentant les besoins en capital, les courants de recettes et les hypothèses induites sur lesquels s'appuient les chiffres.
- **Coûts de pompage et de déversement (ou de pollution) payés par les entreprises ou principaux utilisateurs au niveau d'un bassin ou d'une zone de captage** – En fonction des caractéristiques de l'autorité en charge du bassin, des redevances pour le pompage ou le déversement peuvent être levées et gérées pour réunir les fonds de l'ACP-UE FE et soutenir ainsi la gestion du bassin. Ceci peut également avoir l'avantage d'accroître la sensibilisation à la valeur économique de l'eau partout autour d'un bassin.
- **Subventions et prêts à conditions avantageuses des agences bilatérales** – De nombreuses agences bilatérales ont mis au point un certain nombre de modalités pour obtenir des subventions et en associer certaines composantes avec des prêts à conditions avantageuses. Les agences bilatérales accordent des prêts à taux réduit ou zéro sur différentes périodes. La composante subvention du prêt peut être employée à l'assistance technique pour la préparation et l'élaboration de projets, alors que le prêt peut être utilisé pour financer les investissements dans le secteur hydraulique. Les mécanismes de prêts peuvent contribuer au développement des infrastructures grâce au financement de projets qui ne pourraient obtenir de crédit ailleurs. Dans le premier cas, il est recommandé au demandeur de solliciter des agences bilatérales agissant dans le pays pour étudier la viabilité et l'utilisation des fonds en tant que cofinancement des propositions dans le cadre de l'ACP-UE FE.
- **Programmes multilatéraux (Banque Mondiale, PNUD, UNICEF, etc.)** – Ces programmes représentent également une des principales sources de cofinancement, notamment sous forme de subventions et de prêts concessionnels/à des conditions avantageuses. Les subventions pour de l'assistance technique peuvent servir à la mise en place de politiques et de réglementations et à améliorer le contexte (via des réformes institutionnelles et tarifaires) pour accroître les futurs courants de capitaux en provenance de sources innovantes comme le secteur privé. Les prêts à conditions avantageuses peuvent être utilisés pour financer les investissements dans des projets et programmes d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 03

Quelques exemples de subventions d'agences multilatérales⁽ⁱ⁾:

- Le Public Private Infrastructure Advisory Facility (PPIAF), administré par la Banque Mondiale, pour apporter une assistance technique permettant l'amélioration de la qualité des infrastructures en impliquant le secteur privé. L'appui du PPIAF inclut l'assistance dans les transactions innovantes, le renforcement de la législation et l'élaboration de mécanismes tarifaires en faveur des plus pauvres.
- Financement du Partenariat Mondial pour l'Aide Basée sur les Résultats (GPOBA) qui est un fonds fiduciaire multi-donateurs géré par la Banque Mondiale. Le but du GPOBA est de faciliter l'accès par les pauvres à des infrastructures de base et à des services sociaux fiables dans les pays en développement à travers un recours accru aux approches d'Aide Basée sur les Résultats (ABR). Le financement du GPOBA est accessible à tous les demandeurs des institutions financières internationales, codonateurs bilatéraux, ONG, exploitants d'infrastructures publiques et privées et aux gouvernements nationaux et régionaux. Les subventions du GPOBA peuvent être utilisées pour aider à la sensibilisation à la possible contribution des approches d'ABR via trois types d'activités : l'assistance technique (conception, mise en oeuvre et évaluation de projets), diffusion et financement ABR en complément des redevances.
- Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) est une organisation financière indépendante proposant des subventions destinées aux pays en développement pour des projets en faveur de l'environnement mondial et de la promotion de modes de vie durables dans les communautés locales.

Prêts des programmes multilatéraux – Des programmes multilatéraux proposent une gamme de produits financiers accessibles aux entités décentralisées à des conditions préférentielles telles que :

- Le bénéficiaire, en tant qu'emprunteur sous-souverain peut solliciter auprès du Fonds d'Investissement de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) un prêt à long terme et peut également avoir accès aux fonds propres de la BEI. La BEI ACP-FI dispose d'un large éventail d'instruments financiers tels que les prêts convertibles en capital (les prêts peuvent être des créances prioritaires ou de rang inférieur et/ou associées à des délais de paiement en devises étrangères et locales) et des garanties (pour promouvoir les prêts en devises locales et pour aider au développement des marchés financiers domestiques). La BEI, par l'intermédiaire de son Fonds d'Investissement, est prête à accorder des garanties pour des projets d'infrastructures à long terme.
- La Banque Africaine de Développement dispose d'une série d'instruments financiers tels que les subventions, les prêts à conditions préférentielles, les lignes de crédit, les produits de gestion des risques et les garanties pour encourager l'investissement dans les infrastructures hydrauliques au niveau local. A travers les secteurs public et privé, ces instruments peuvent soutenir une série d'activités de renforcement des capacités et de financement aux niveaux du gouvernement central et de l'autorité décentralisée, pour une aide directe à l'investissement ou pour créer un environnement favorable à l'accroissement des investissements.
- La Banque de Développement pour l'Afrique Australe dispose dans son portefeuille de produits d'une vaste gamme de mécanismes de prêts-type tels que les créances prioritaires et de second rang, les lignes de crédit et des cofinancements pour des projets avec une composante développement et des options de refinancement des créances existantes.
- Le Fonds Municipal est une initiative conjointe de la Société Financière Internationale et de la Banque Mondiale visant à faciliter l'accès des entités décentralisées (municipalités/organisations parastatales) aux marchés financiers et à promouvoir des services performants en adéquation avec les principes commerciaux. Ce fonds soutient les investissements des Etats, des municipalités et des entités qu'elles contrôlent, en proposant, par exemple, pour le secteur hydraulique, des prêts, des garanties et/ou des fonds propres ou des

(i) Si un demandeur est intéressé par un mécanisme d'aide basée sur le résultat dans le cadre d'une proposition, il devra clarifier avec l'ACP-UE FE (helpdesk), la faisabilité de ce mécanisme d'un point de vue contractuel notamment en matière de conformité avec les procédures contractuelles pour les projets co-financés par l'ACP-UE FE.

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 03

titres assimilables à des apports de fonds propres. Des exemples de transactions incluent une garantie partielle de crédit pour un prêt consenti à une entreprise municipale pour financer une station d'épuration. La garantie peut rehausser le taux au niveau nécessaire pour permettre aux investisseurs institutionnels d'investir ou accorder un prêt à une municipalité pour financer des investissements en matière d'assainissement gérés/mis en oeuvre par un exploitant privé, un bailleur ou un concessionnaire.

- **Prêts commerciaux et garanties** - Les autorités décentralisées peuvent facilement accumuler des dettes insoutenables en empruntant à des organismes domestiques pour couvrir leur déficit budgétaire, sans conditions clairement définies ni restructuration financière préalable. Le recours à des garanties peut diminuer le coût de l'emprunt et jouer un rôle majeur dans l'élargissement de l'accès aux marchés financiers domestiques pour les investissements dans le secteur hydraulique. Le demandeur peut solliciter un prêt auprès des établissements de crédit nationaux ou internationaux en utilisant les garanties de gestion des risques encourus par les bailleurs de fonds et qui ne sont pas inhérents au projet. Les garanties peuvent également rehausser la valeur du crédit du bénéficiaire (en tant qu'emprunteur) et minimiser ainsi le coût de la créance. Les garanties peuvent être obtenues auprès de nombreuses agences bilatérales comme la SIDA ou Proparco, et l'Autorité de Crédit pour le Développement (ACD) de l'USAID, ainsi que par le biais de programmes multilatéraux tels que la BEI, la Banque Mondiale et la SFI. Pour accéder aux instruments des institutions financières, le demandeur devra optimiser ses orientations commerciales et sa durabilité financière, éléments liés aux réformes tarifaires et institutionnelles.¹

Des informations complémentaires sur les sources listées dans cette fiche technique sont disponibles sur le site internet du Guide Financier de l'EUWI <http://financeguide.euwi.net>

L'objectif du Guide Financier de l'EUWI est d'indiquer des bailleurs de fonds dans les pays en développement, ainsi que différents types de mécanismes financiers disponibles dans le secteur de l'eau, leur fonctionnement (d'une manière générale), et également de fournir des liens vers d'autres sites internet, comportant des détails et informations complémentaires. Cet effort est le premier pas vers la création d'une source d'information plus centralisée concernant la variété des différents mécanismes de financement disponibles dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et de permettre ainsi en les faisant connaître un meilleur accès aux sources de financement.

(1) Ces instruments financiers ne peuvent être utilisés séparément. La plupart des instruments les plus sophistiqués nécessitent des réformes et des restructurations préalables avant d'être disponibles et les instruments permettant cela (comme l'assistance technique du PPIAF) peuvent s'intégrer dans une série de cofinancements. Il est recommandé au demandeur de déterminer un package financier adapté incluant également d'avantage de financements en amont